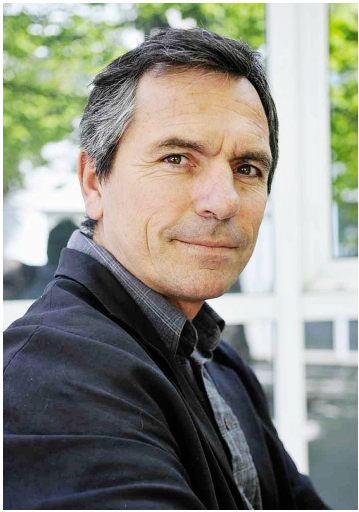


OCCITANIE / GRAND DÉBAT

« Le chassé-croisé » par Emmanuel Négrier



ANALYSE

Le politologue Emmanuel Négrier est directeur de recherche CNRS en science politique au Cepel (centre d'études politiques de l'Europe latine) à l'Université de Montpellier.

Le président Macron, en juin 2018, dans cette période calme de l'état de grâce qui rétrécit à vue d'œil - au point que quelques esprits malins disent qu'en France le président de la République est élu au suffrage universel pour un mandat d'un an - avait bien affirmé que son projet était de

réinventer l'État providence pour les temps nouveaux. En empruntant sur le marché des idées la flexi-sécurité au Danemark, un patriotisme la main sur le cœur aux États-Unis, une conviction européenne chevillée au corps au moment même où le projet européen vacillait, le président faisait flèche de tout bois. La crise des Gilets Jaunes lui aura donné une occasion historique d'affirmer la cohérence d'un tel projet, occasion qui s'est refusée à la plupart des présidents en exercice. Lequel peut en effet se targuer d'avoir eu, à mi-mandat, près de 600 000 contributions dont beaucoup témoignent d'une véritable aspiration à transformer l'action publique ? Aucun.

François Mitterrand a bien affronté la révolte de l'école privée, en 1984, mais il faisait face à une partie très idéologiquement identifiée de l'opinion. Son recul, constat d'un rapport de force difficile à inverser, ne laissa pas tant de traces. Jacques Chirac s'est fourvoyé dans la dissolution (1997) puis a manqué de ressources pour contrer le sarkozisme triomphant, lequel n'aura cessé de perdre ensuite du terrain au gré des élections intermédiaires. François Hollande a été paralysé par les divisions de son camp, auxquelles il n'a pas su répondre par le haut. Emmanuel Macron, au contraire, vient d'achever deux

années d'un mandat sans vrai test électoral, mais une occasion rêvée de marquer l'histoire : répondre aux doléances de Français expressifs par l'affirmation d'un projet politique à la hauteur des enjeux : « *réinventer un État providence (...) en sortant de la logique de guichet* » (Congrès de la Mutualité Française, Montpellier 13 juin 2018). La lecture des diverses mesures d'ordre social, économique et fiscal - et un peu environnemental aussi, pour faire bon poids - représente exactement le contraire.

« Un discours présidentiel du contre, du frein et du moins »

Là où l'on attendait du « pour », à la manière des Gilets jaunes, passé d'un discours « contre » à une attente de nouvelles politiques, on a un discours présidentiel du contre, du frein et du moins.

Contre ? Suppression de l'ENA (pourquoi pas, mais... pourquoi ? Et par quoi remplacer une institution qui, en son temps, avait eu pour objet de lutter contre la reproduction familiale des élites diplomatiques, financières et administratives de l'État ?) ; suppression d'impôts, de dépenses publiques.

Frein ? Arrêt des fermetures d'écoles, arrêt des ponctions fiscales sur les petites retraites ; prise en charge des pen-

sions alimentaires pour mères isolées, pérennisation de mesures (prime de 450 euros pour 2 millions de salariés, décidée dans l'urgence de décembre 2018).

Moins ? Pas de référendum d'initiative citoyenne mais consultations locales (!), pas d'ISF mais évaluation de l'efficacité sociale et économique de sa suppression...

Donc, tandis que les Gilets Jaunes ont, dans la difficulté, opéré leur mue du « contre » au « pour », le président a fait le chemin inverse : du « pour » (un nouvel État providence) au « contre » (les aspirations égalitaires, écologiques, démocratiques). On ne sait pas vraiment qualifier ce moment. Il n'est pas celui, machiavélien, du jeu sur les divisions du camp adverse. En donnant des gages à la droite, le président Macron a fini par la disqualifier. Les Républicains sont inaudibles, quand ils n'ont pas été récupérés. La tâche est (toujours provisoirement, en démocratie) accomplie. Ce moment pouvait donc être celui du revirement stratégique : donner des gages à la gauche, pour nourrir LREM des divisions, presque obscènes, qu'elle affiche dans la campagne européenne, et en enrôler quelques figures. Pour cela, il eût fallu un catalogue plus inspiré. Or c'est ce qui frappe dans la série de dispositifs que l'incendie de la cathédrale de

Paris n'aura pas permis au président de diffuser : elle ne transmet rien de ce que pourrait être un projet politique.

Peut-être cette déception est-elle créatrice ? Au fond, en attendant avec fébrilité la réponse présidentielle à la crise des Gilets Jaunes, nous sommes tous pris dans une présidentialisation de la politique d'un autre âge. Le paradoxe est qu'elle soit incarnée par un homme jeune et sûr de son talent, alors qu'elle est vieille et dévitalisée. La politique française (y compris lors de la création de l'ENA, le non alignement sur les aventures américaines au Moyen-Orient, les politiques européennes de développement régional) a toujours été forte lorsqu'elle s'est nourrie d'une vision positive de transformation du monde. Elle s'est toujours corrompue à s'installer dans la réaction, l'emphase, la diabolisation de l'adversaire. C'est pourquoi, dans le chassé-croisé du « pour » et du « contre », la présidence manque une occasion essentielle et rare d'affirmer, à tête reposée, un projet politique original. Peut-être devons-nous faire notre deuil de l'idée que la présidence serve à cela, en démocratie, et nous interroger à nouveau sur le rôle des partis, ou de toute autre organisation collective du lien entre les convictions, les intérêts et l'action publique ?

CE QU'ILS PENSENT DES MESURES DE MACRON

RECUEILLI PAR E.A ET A.G.

Patrick Lescure CGT 30

On nous avait annoncé des mesures très fortes, qui allaient révolutionner le monde social. Et finalement tout ça pour ça ? Il n'y a rien de bien nouveau. Et en plus on joue sur les mots. Les mesures parlent du fait que plus aucune école ni aucun hôpital ne sera fermé, mais, on réduit les effectifs dans la fonction publique. C'est de l'hypocrisie totale. Et pour les salaires, on n'aborde même pas le sujet. Rien concernant la demande d'augmentation qu'on a formulée. Tout comme la TVA, elle n'apparaît pas alors que c'est un des impôts les plus injustes. Ce sont les grands absents. Après on verra lors de l'annonce officielle, peut-être que Macron va se rattraper. Mais en attendant, je ne vois rien concrètement dans ces mesures qui visent à améliorer la vie des Français.



Hugo Carré Citoyen alésien proche des gilets jaunes

Il n'y a pas de grande annonce. Les mesures qui ont filtré, c'est une goutte d'eau dans un océan. Si c'est pour que certains gagnent... quoi ? 4,5 euros de plus tous les mois, soit 50 euros à l'année, autant qu'il n'y ait rien du tout. Car l'essence va continuer à augmenter, les tarifs de l'électricité et de l'eau aussi... C'est toujours pareil : on va donner des miettes d'un côté pour reprendre un gros morceau de l'autre. Mes attentes à moi, c'était des réponses réelles sur la fraude fiscale, ce qu'on va faire en matière de logement, pour le social, pour l'hôpital, pour l'éducation... Tous les secteurs se mobilisent aujourd'hui. Ce que j'aurais trouvé très démocratique, c'est que Macron organise un référendum pour savoir s'il devait continuer son mandat.



Gilbert Fouilhé FO 34

La réindexation sur l'inflation ne concernerait que les pensions inférieures à 2000 euros. Or nous sommes favorables à une indexation de l'ensemble des retraites. Par ailleurs il faudra être plus précis que ça : si dans un couple chaque conjoint retraité touche 1800 euros, est-ce que la revalorisation interviendra pour les deux ou pas du tout ? Sur l'allègement de l'impôt des classes moyennes, là aussi ça dépend de la façon dont c'est fait. Car derrière l'impôt il y a des ressources de l'État et le service public de manière générale. Donc la question c'est : quelles seront les contreparties de ces réductions d'impôt ? De façon plus globale, il me semble que les mesures qui se profilent ne répondent pas aux attentes formulées par le mouvement social.



Sylvie Brunol, Retraitée héraultaise

Pourquoi ne réindexer sur l'inflation que les retraites de moins de 2000 euros ? Ce que Macron est en train de faire, c'est l'égalité par le bas. C'est ce qu'ils veulent faire aussi dans le régime à points. Par ailleurs, la sous-indexation décidée pour 2019 [hausse des pensions de 0,3% malgré une inflation prévue à 1,5%, NDLR] est contraire à la loi, qui dit qu'on doit être indexés sur les prix. L'OFCE a fait le calcul : 8 retraités sur 10 subissent une baisse de leur pension avec cette sous-indexation. Dans mon cas, avec une retraite de 1620 euros, ça représente 20 euros par mois de manque à gagner. La réindexation nous est présentée comme un cadeau alors que c'est une miette de quelque chose dont il nous a spoliés. La bonne mesure serait qu'il annonce que toutes les retraites sont indexées sur les salaires.

